



DECLARATION FSU au CTA du 28 mars 2013

Le respect du paritarisme et du dialogue social passe par la possibilité pour les organisations syndicales de pouvoir faire correctement leur travail auprès de leurs mandants, à savoir les personnels de l'Education Nationale. La FSU n'a pas siégé au CTA du 13 mars, crucial pour les personnels et l'existence de certains établissements, car les délais que l'administration nous avait laissés ne nous permettaient pas d'informer les personnels et de connaître leurs attentes. Par ailleurs, la gestion calamiteuse de l'avenir du lycée de Romagnat, en dehors de toute concertation et réflexion sérieuses, nous a confortés dans notre décision de ne pas siéger, par solidarité avec les personnels, élèves et parents d'élèves de ce lycée.

La déception et l'impression d'être floués sont les sentiments qui nous animent en ce CTA. En effet, Mme le Recteur, vous nous annonciez du changement, une prise en compte par le Ministère du besoin de recruter de nouveaux personnels et de créer des postes supplémentaires. Ceux-ci ont bien été annoncés lors du précédent CTA. En effet, il apparaissait 98 créations de postes dans le second degré après des années de saignée. Ces créations doivent être des postes **statutaires**. Or notre surprise a été grande d'apprendre que sur ces 98 postes, 77 étaient des supports réservés aux admissibles M1 qui passeront l'admission en 2014 et qui par ailleurs peuvent choisir de ne pas effectuer une portion de ces services ! Au réel, il en reste donc 21. C'est pour nous inacceptable, sur la forme, 21 postes après 592 suppressions depuis 2007 et sur le fond, pourquoi mélanger des postes statutaires avec des supports dont le financement est précaire et qui risquent pour une grande partie de ne pas être occupés ?

La réalité est encore bien pire : Il y a seulement 19 créations de postes pour une prévision d'effectifs en hausse de 931 élèves à la rentrée 2014 ! Dans le détail, il n'y a que pour les collèges pour lesquels vous respectez vos projets. En effet vous créez 21 postes comme prévus, pour des effectifs en augmentation de 399 d'une année sur l'autre, ce qui ne va bien évidemment pas faire baisser les effectifs par classe en collège. Dans les lycées généraux et technologiques, vous annoncez 43 ETP et au final ce sont 5 malheureux postes créés pour des effectifs en hausse de 335 élèves. Malgré le refus de la grande majorité des enseignants de STI de changer de discipline, vous avez autoritairement transformé les supports sur lesquels ils se trouvent ainsi que leur spécialité. Le risque est grand de démoraliser un corps déjà fortement secoué par une contre-réforme des enseignements technologiques.

Quant aux lycées professionnels, malgré la création du bac pro ASSP (34 postes en plus), ce sont au final 12 postes qui disparaissent alors que les effectifs augmentent de 197 élèves ! Inutile d'espérer de quelconques améliorations des conditions de travail, des classes avec des effectifs moins lourds. Et que dire des possibilités de mutation pour le mouvement intra-académique qui va encore être fortement perturbé.

Deux mots guideront notre vision pour le futur des établissements de la Voie Professionnelle, leurs élèves et les personnels de l'académie y œuvrant au quotidien : déception et colère !

Déception que les 621 HP dotés pour la voie Pro se traduisent par un quasi gel des postes de PLP à la rentrée 2013. Après des années de saignée liée à la « Réforme du BAC Pro 3 ans » et alors que montent les terminales ASSP, le SNUEP-FSU s'était attendu, candide, à la création massive de postes notamment en STMS doublée par une arrivée conséquente de collègues sur l'académie. Le mouvement inter académique a créé une profonde désillusion. L'arrivée des stagiaires, nombreux, et l'absence de créations de postes ne peuvent qu'affecter le mouvement intra académique, les conditions de vie et d'exercice du métier des collègues PLP ! Une nouvelle fois, le département de la Haute-Loire est sacrifié puisqu'il n'y aura que des fermetures de postes. Les sections dans des établissements publics y seraient-elles trop nombreuses ? L'apprentissage pas assez développé ?

Mais cette déception ne couvre en rien notre colère.

Alors que l'acte III de la Décentralisation n'est pas voté, que les Organisation Syndicales n'ont été ,pour solde de tout compte, qu'informé par le Président de Région au mois de décembre 2012 de la nécessité à ses yeux de construire un schéma régional des formations anticipant par là-même le texte législatif, qu'en aucun cas ni le CTA de Janvier 2013, ni le CAEN du mois de Février, n'avaient abordé ces questions, nous restons abasourdis par l'annonce faite aux personnels de Romagnat et la conception toute cavalière du « dialogue social » !

Après les fermetures de la SEP de Brioude, du LP de Sainte-Florine, des fusions acquisitions à Riom, Montluçon, Thiers de ces dernières années, la Voie Professionnelle sous statut scolaire devra-t-elle encore servir de variable d'ajustement non plus à la seule politique ministérielle mais également à la politique du Conseil Régional d'Auvergne ?

Après le probable transfert du LP de Romagnat, la fermeture à la découpe d'Espaly St Marcel, quels seront les prochains établissements sacrifiés : les EREA ? Les EPLE à faible effectifs ? Ceux structurant par un service public, gratuit et laïque nos territoires hors métropole régionale et villes moyennes, grâce à leur offre de formation de proximité et d'excellence ? Doit-on concentrer les élèves dans des « Monstres pédagogiques » alors que les publics que nous accueillons nécessitent plus que jamais une échelle humaine ? Les concentrations d'actes de violence dans nos EPLE devraient en faire la démonstration contraire !

Allez-vous définitivement acter la vision de l'exécutif du Conseil Régional d'Auvergne ?

C'est à dire la montée sans frein de l'apprentissage mettant directement en concurrence nos sections ? Les tensions à venir entre voie technologique et professionnelle ? Le détricotage du maillage que représentent nos établissements gratuits, publics et laïques ?

La FSU refuse cette vision de simple poursuite de la politique précédente, demande le maintien du LP à Romagnat et un vrai projet pour l'avenir du LP d'Espaly St Marcel.

Plus que jamais pour la Voie Pro nous réclamons ambition et changement, pour nos élèves et leur réussite, pour les collègues et leurs conditions de travail!

Ce CTA se déroule au moment des discussions au Parlement sur la loi d'Orientation de l'École, l'occasion pour nous de rappeler nos inquiétudes et notre opposition au maintien des réformes contestées, que ce soit celles sur le lycée, de la voie technologique et du bac pro 3 ans ou encore le socle commun, ainsi que notre refus du cycle CM2 – 6ème qui pourrait remettre en cause nos statuts auxquels nous avons rappelé notre attachement lors du CAEN, mais aussi du renforcement du rôle de la Région dans la définition des cartes de formation professionnelle ou encore de la logique de contractualisation qui est maintenue.

Il faut entendre les personnels qui attendent un souffle nouveau, ce souffle dont les établissements ont besoin pour offrir aux citoyens un service public de qualité et pour permettre aux collègues d'accomplir leurs missions avec le sentiment du travail bien fait.

La refondation de l'école portée par le ministre Peillon ne se fera pas sans les personnels, ni contre eux. Des personnels revalorisés et libérés de tout autoritarisme local afin d'être pleinement engagés dans la réussite de tous les élèves. C'est pourquoi nous serons à Paris, le 6 avril prochain, pour réaffirmer notre attachement au service public d'éducation qui passe par une revalorisation de nos métiers.